

Éditorial

Sur le comportement des Algériens à l'égard de la France

Xavier Driencourt, membre du Quai d'Orsay, a occupé le poste d'ambassadeur de France en Algérie à deux reprises, de 2008 à 2012 et de 2017 à 2020. Il a récemment publié aux Éditions de l'Observatoire, sous le titre « L'Énigme Algérienne », les chroniques de son ambassade à Alger sur l'ensemble des conclusions tirées de la relation entre la France et l'Algérie, qu'il a vécue essentiellement durant ces périodes.

Il y souligne notamment l'attitude ambiguë vis-à-vis de la France de nombreux Algériens chargés de responsabilités, politiques ou administratives, dont la détestation souvent affirmée de l'ancien colonisateur s'accompagnait de prises de positions contradictoires. Il cite ainsi le cas d'un ministre, nommé en 2020, ayant préféré garder la nationalité française dont il bénéficiait et dans laquelle il voyait comme une assurance formelle à long terme, plutôt que d'y renoncer pour assurer sa carrière ministérielle, dès lors que selon la constitution algérienne la fonction de ministre est incompatible avec une double nationalité. Il y fait de même mention du comportement d'un député du FLN ayant brigué et obtenu un titre de séjour en France, comme de celui d'un diplomate algérien ayant bénéficié de l'aide médicale française pour une hospitalisation, à l'instar de feu le président Abdelaziz Bouteflika et d'autres privilégiés du régime. Autre exemple illustrant la même attitude équivoque rapportée par notre ambassadeur : celle d'un moudjahid ayant fait état, au cours d'un déjeuner auquel tous deux participaient, de la carence de l'enseignement en Algérie pour obtenir de lui que son petit-fils, ancien élève d'un établissement français à l'étranger, soit inscrit au lycée Alexandre Dumas, le lycée français d'Alger

d'excellente réputation, où beaucoup de responsables algériens cherchent à faire inscrire leurs enfants. Paradoxalement, ce moudjahid avait écrit un article, paru peu de temps auparavant dans un journal local, osant affirmer sans scrupules que le système éducatif algérien était le meilleur du continent africain, et surtout que durant ses cent trente-deux années de colonisation la France n'aurait rien fait dans le domaine de l'éducation, cantonnant les colonisés dans une misère intellectuelle !

Dans la même démarche explicative, M. Driencourt fait état de ce que l'Algérie voit la France à la fois comme « la référence et le modèle, mais aussi le bouc émissaire, le repoussoir et l'adversaire ». Dans leur politique étrangère les Algériens tiennent toujours compte en particulier de la position de la France, comme de ses réactions que souvent ils recherchent ; et quand celles-ci vont dans le sens attendu, elles sont publiées pour preuve de l'approbation de Paris à la politique algérienne. En revanche, quand une chaîne de télévision, ou un journal français, émettent un avis opposé au point de vue algérien, ils sont considérés, sur le champ, comme exprimant le point de vue officiel de Paris et, par suite, condamnés comme ennemi de l'Algérie.

Dans sa même analyse sur la vision algérienne de la France, il souligne par ailleurs dans ses chroniques que plus de 90 % des 42.000 personnes immatriculées dans les trois consulats de France d'Alger, Oran et Annaba, soit un nombre supérieur à 37.800, sont des binationaux algériens et français et il précise, à ce sujet, que deux ou trois fois plus d'autres binationaux algériens, soit 75.600 à 113.400 d'entre eux, ne sont pas immatriculés dans nos trois consulats de crainte du « qu'en dira-t-on », pour ne pas être

traités d'Hizb Franca, c'est-à-dire de « partisans du parti de la France », et surtout, parce qu'ils préfèrent garder une adresse en France pour y percevoir des prestations sociales.

Notre ambassadeur relève aussi que, bien que l'ancienne colonie française demeure le premier pays francophone au monde, les Algériens ont toujours refusé d'être membres de la Francophonie de crainte que leur adhésion à cet organisme de prestige passe pour un ralliement à la langue du colonisateur, originellement regardée comme « butin de guerre » par l'écrivain algérien Kateb Yacine. Or, dans le même esprit négatif les autorités du pays ont récemment privilégié l'anglais au détriment du français en décidant d'exclure l'enseignement de la langue française des programmes des établissements publics scolaires, car elle constituait un enjeu politique constamment combattu par les conservateurs, les islamistes, les chefs de l'armée, pour chacun desquels parler français c'est céder à l'ancien colonisateur, alors que parler arabe et apprendre l'anglais c'est, au contraire, affirmer son identité algérienne et son désir d'ouverture au monde moderne. C'est pourquoi durant les années 2019 et 2020, où le Hirak a secoué le système politique pour renverser le président Abdelaziz Bouteflika, le nouveau pouvoir en place a mené une campagne résolument hostile à notre langue qui se traduisit, en particulier, par les mesures suivantes : les enseignes des magasins devaient, à l'avenir, être exclusivement en arabe et, par décret du ministre de l'enseignement supérieur, les enseignants de l'université ne devaient utiliser que l'anglais pour communiquer entre eux puis, à son tour, son successeur imposa l'anglais pour la rédaction des thèses universitaires. De plus, ces deux ministres avaient demandé, en catimini ou par

le biais d'intermédiaires, un visa pour la France ou une place pour l'un des leurs au lycée Alexandre Dumas, comme bien d'autres dirigeants algériens.

Toutefois, plusieurs écoles privées ont heureusement été ouvertes à Alger assurant discrètement à leurs élèves aussi bien des cours en arabe qu'en français. Elles ont connu un succès certain et permis, en 2020, la candidature de 2.500 élèves au baccalauréat français, en plus grand nombre que les 500 candidats présentés officiellement par le lycée Alexandre Dumas d'Alger, où la scolarité, qui reste très recherchée, constitue la première étape d'un parcours universitaire et l'obtention d'un visa d'étudiant pour la France.

Pour illustrer l'une des difficultés qu'il a pu rencontrer dans sa délicate mission, M. Driencourt rappelle qu'en octobre 2017, en raison d'une panne d'informatique qui se produisit en France sur les serveurs métropolitains dont dépendent les Instituts français ouverts à Alger, Oran, Annaba, Constantine et Tlemcen, les étudiants algériens candidats à l'inscription dans l'un de ces instituts ont été gagnés par la peur de la rater. Près de 3.000 d'entre eux ont alors escaladé les grilles du bâtiment de l'Institut français d'Alger qu'ils ont pris d'assaut pour s'y réfugier, après avoir envahi la rue qui y mène. Cette prise d'assaut conduisit notre ambassade à faire appel à la police algérienne pour obtenir l'évacuation des lieux. La réaction des Algériens à cette demande légitime fut de dénoncer la panne d'informatique intervenue la veille du 1^{er} novembre, date de la fête nationale algérienne retenue en commémoration de l'insurrection de 1954, comme ayant été sciemment organisée dans le but de brimer ces étudiants dont la révolte, assimilable à celle de la toussaint rouge, n'empêcha pas le secrétaire général du FLN de les traiter de nouveaux harkis et donc de traîtres, dès lors qu'ils entendaient quitter l'Algérie pour aller poursuivre leurs études en France.

En conclusion de ses chroniques, aussi vraies qu'édifiantes notre ambassadeur

qualifie la relation franco-algérienne « d'histoire sans fin, difficile, douloureuse et fragile » tout en apportant des précisions sur la nature du prétendu « partenariat d'exception » loin de s'être développé tel qu'il a été conçu.

La relation est remise en question, estime-t-il, depuis que les nouvelles autorités politiques algériennes, « débarrassées des pesanteurs francophiles » pesant sur leurs prédécesseurs, sont radicalement conditionnées par une armée profondément antifrançaise et sont, de plus en plus, arabophones.

Dans le but de donner satisfaction à leur opinion publique, frappée par la crise sanitaire et inquiète des tensions sociales, elles ont opté au plan économique en faveur de la Chine, au détriment des entreprises françaises, ainsi que de la Russie au plan stratégique.

La France a ainsi perdu des parts de marchés, du fait notamment de l'abandon du rachat d'Anadarko par Total, de la perte par la RATP de la gestion du métro algérois, de celle par Suez du contrat d'eau équipant Alger. Par ailleurs, l'Algérie a ouvert à la Russie son marché du blé, aux Chinois et aux Turcs celui du BTP, à l'Allemagne et la Russie celui de l'armement, et en machines et équipements elle a fait de l'Espagne, l'Italie et l'Allemagne ses premiers fournisseurs. Quant à leur comportement relatif au « partenariat d'exception » avec la France, il est marqué par leur absence de coopération sur les grands dossiers, leur entêtement sur la question migratoire, comme leur manque de soutien à l'intervention de la France au Sahel contre le terrorisme islamique, de même que par aucune contrepartie aux nombreux visas délivrés à leurs ressortissants.

M. Driencourt en dénonce l'angélisme dont il faut éviter de faire preuve à leur égard dans la nouvelle phase de tensions entre les deux pays qui est intervenue en 2021, malgré l'attitude bienveillante du président Macron tendant depuis à régler avec son homologue algérien les contentieux pendants.

Au refus d'Alger d'accepter le retour de leurs compatriotes ayant fait l'objet d'un arrêté d'expulsion, Paris a répliqué en annonçant une diminution de 50 % du nombre des visas délivrés annuellement ; ceux-ci, qualifiés de « cœur du réacteur » dans notre relation bilatérale, étaient en 2017 au nombre de 428.000, dont 15.000 visas pour étudiants. Cette décision, annoncée le 28 septembre 2021, résulte de l'exaspération provoquée par l'immobilisme algérien, sa réécriture de l'histoire et sa rente mémorielle. Elle pourrait être le prélude à d'autres mesures, comme la dénonciation de l'accord franco-algérien du 28 décembre 1968 sur la circulation des personnes.

Pour en finir, M. Driencourt craint qu'à défaut de tourner enfin la page d'une histoire tragique, comme l'ont fait la France et l'Allemagne au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, son poids soit à supporter de longues années encore, sans que jamais, faute de volonté de réconciliation, les questions pendantes entre les deux pays ne soient réglées, si ce n'est dans l'ambiguïté.

J-C Simon

Rectificatif

Dans le texte *J'ai eu l'honneur d'être appelé « Petit con » par le général Bigeard*, publié pages 11 et 12 de notre précédente publication, M. Recasens évoque dans l'article une opération du 21 juillet 1959 durant laquelle le colonel Bigeard commande le 3^e RPC. Il est probable que la date soit erronée, comme semble l'indiquer le court extrait biographique suivant :

« Le 25 octobre 1955, Bigeard débarque en Algérie et prend le commandement du 3^e BPC devenu peu après le 3^e RPC. Nommé colonel en janvier 1958, il dirige le 3^e RPC qui avec d'autres participe à la "Bataille des frontières" (janvier-juin). Le 1^{er} avril 1958, le colonel Trinquier le remplace à la tête du 3^e RPC. »